



Engager notre fédération dans l'élaboration des axes revendicatifs liés à la transition écologique

lundi 5 juillet 2021, par [Bariaud](#)

VIE FÉDÉRALE

ENGAGER NOTRE FÉDÉRATION DANS L'ÉLABORATION DES AXES REVENDICATIFS LIÉS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

À l'appel de nombreuses organisations, des marches ont été organisées partout en France le 9 mai. La crise sanitaire renforce notre conviction qu'urgences sociale et environnementale se conjuguent. C'est maintenant et massivement qu'il faut engager la transition écologique.

Le projet de loi « climat et résilience » verrouillé par la majorité au pouvoir ne répond absolument pas à nos besoins et c'est pour cela qu'il faut poursuivre les mobilisations pour une transition sociale et écologique juste. On est en effet bien loin de l'exigence de justice sociale, ayant animé la convention citoyenne pour le climat : ce n'est qu'une stratégie de « greenwashing » dont de nombreuses entreprises se sont d'ores et déjà emparées pour poursuivre impunément leurs plans de délocalisations et de licenciements.

Après la réflexion des organisations fédérales pour proposer des axes revendicatifs plus directs, pour agir localement. En 1^{er} lieu « développement durable » veut dire « emploi décent » avec des droits, un statut, un salaire décent. Ensuite, notre action pour l'environnement doit être tournée vers notre environnement de travail. Le mauvais état du bâti de l'État et des collectivités a fortement été dénoncé pendant la crise sanitaire. Un plan de rénovation thermique à grande échelle doit être mis en place avec un financement basé sur une taxation des dividendes. Les nouvelles constructions doivent être proches du zéro impact environnemental. Il faut augmenter

les achats de matériel informatique recyclé et agir pour une alimentation tournée vers le bio et les circuits courts à un tarif accessible.

Ces différentes actions permettront d'améliorer les conditions de travail, en privilégiant en premier lieu la santé des personnes. La mise en place de dispositifs aide à la rénovation de son logement via l'action sociale doit permettre à chacune et chacun d'améliorer son environnement personnel en améliorant son pouvoir d'achat.

17
La Vie n° 207 - Juin 2021

Alors qu'ils contribuent à la préservation de notre planète et à une autre logique de développement, le démantèlement des services publics se poursuit. Plutôt que d'abandonner et de privatiser des missions publiques, de généraliser l'austérité budgétaire, de fermer ou regrouper les services publics implantés sur le territoire national ou encore de restreindre les moyens des collectivités locales, c'est au développement des services publics qu'il faut procéder. Il n'y aura pas de résolution de la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier et avec de simples effets d'annonces du gouvernement sans objectifs ambitieux et concrets pour protéger la biodiversité et le climat.



Dans notre champ fédéral, la question de l'éducation au développement durable est importante. Les personnels de l'éducation, des universités et de toute la formation sont en première ligne pour accompagner les transformations des métiers et des productions et pour l'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale. Des thématiques doivent intégrer les programmes et la formation des enseignants : le changement climatique, la consommation et la production durables, les droits humains, l'égalité des genres ainsi que la diversité culturelle et la tolérance.

Après le vote du document d'orientation « Réalité et avenir du travail » les enjeux environnementaux qui appartiennent à notre fédération d'éducation

tion thermique à grande échelle doit être mis en place avec un financement basé sur une taxation des dividendes. Les nouvelles constructions doivent être proches du zéro impact environnemental. Il faut augmenter

Pour que la transition sociale et écologique soit l'opportunité de bâtir ensemble une société juste, amicale et protectrice, nous devons nous mobiliser !

À l'appel de nombreuses organisations, des marches ont été organisées partout en France le 9 mai. La crise sanitaire renforce notre conviction qu'urgences sociale et environnementale se conjuguent. C'est maintenant et massivement qu'il faut engager la transition écologique.

Le projet de loi « climat et résilience » verrouillé par la majorité au pouvoir ne répond absolument pas à nos besoins et c'est pour cela qu'il faut poursuivre les mobilisations pour une transition sociale et écologique juste. On est en effet bien loin de l'exigence de justice sociale, ayant animé la convention citoyenne pour le climat : ce n'est qu'une stratégie de « greenwashing » dont de nombreuses entreprises se sont d'ores et déjà emparées pour poursuivre impunément leurs plans de délocalisations et de licenciements.

Alors qu'ils contribuent à la préservation de notre planète et à une autre logique de développement, le démantèlement des services publics se poursuit. Plutôt que d'abandonner et de privatiser des missions publiques, de généraliser l'austérité budgétaire, de fermer ou regrouper les services publics implantés sur le territoire national ou encore de restreindre les moyens des collectivités locales, c'est au développement des services publics qu'il faut procéder. Il n'y aura pas de résolution de la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier et avec de simples effets d'annonces du gouvernement sans objectifs ambitieux et concrets pour protéger la biodiversité et le climat.

Après le vote du document d'orientation « Réalité et avenir du travail avec la révolution technologique et les enjeux environnementaux », il appartient à notre fédération d'élargir sa réflexion auprès de ces organisations fédérées pour proposer des axes revendicatifs plus directs pour agir localement.

En 1er lieu « développement durable » veut dire « emploi durable » avec des droits, un statut, un salaire décent. Ensuite, notre action pour l'environnement doit être tournée vers notre environnement de travail : le mauvais état du bâti de l'État et des collectivités a fortement été dénoncé pendant la crise sanitaire. Un plan de rénovation thermique à grande échelle doit être mis en place avec un financement basé sur une taxation des dividendes. Les nouvelles constructions devront être proches du zéro impact environnemental. Il faudra augmenter les achats de matériel informatique recyclé et agir pour une alimentation tournée vers le bio et les circuits courts à un tarif accessible.

Ces différentes actions permettront d'améliorer les conditions de travail, en préservant en premier lieu la santé des personnels. La mise en place de dispositifs d'aide à la rénovation de son logement via l'action sociale doit permettre à chacune et chacun d'améliorer son environnement personnel en améliorant son pouvoir d'achat.

Dans notre champ fédéral, la question de l'éducation au développement durable est importante. Les personnels de l'éducation, des universités et de toute la formation sont en première ligne pour accompagner les transformations des métiers et des productions et pour l'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale. Des thématiques devront intégrer les programmes et la formation des enseignant·es : le changement climatique, la consommation et la production durables, les droits humains, l'égalité des genres ainsi que la diversité culturelle et la tolérance.

Pour que la transition sociale et écologique soit l'opportunité de bâtir ensemble une société juste, émancipatrice et protectrice, nous devons nous mobiliser !